Annonce aux Médias

Direction de la Communication

Réf: MA060f10

Tél. +33 3 88 41 25 60

Fax +33 3 88 41 39 11

Internet: www.coe.int

e-mail: pressunit@coe.int

COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

47 Etats membres

Albanie
Allemagne
Andorre
Arménie
Autriche
Azerbaïdjan
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Chypre
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Finlande
France
Géorgie
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Italie
Lettonie
«L'ex-République yougoslave de Macédoine»
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldova
Monaco
Monténégro
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni
Russie
Saint-Marin
Serbie
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Turquie
Ukraine

31.05.2010

Conférence régionale sur l'éthique, la transparence et la bonne gouvernance dans les Balkans

Date : 3-4 juin 2010

Lieu : Hotel Splendid, Budva, Monténégro

Organisée par le ministère de l'Intérieur et de l'Administration publique du Monténégro, le Conseil de l'Europe et la mission de l'OSCE au Monténégro, en coopération avec l'Union des municipalités du Monténégro.

Description : Des pots-de-vin perçus par les agents publics au trucage des élections, le non-respect des règles éthiques mine la démocratie. Les citoyens de toute l'Europe sont de plus en plus conscients, surtout en temps de crise économique, de l'importance de maintenir ces normes au plus haut niveau afin de renforcer la confiance de la population dans les autorités publiques.

Parmi les quelque quarante participants à la conférence figureront, outre des représentants du Conseil de l'Europe et de l'OSCE, de hauts responsables des ministères et des associations de pouvoirs locaux de plusieurs pays : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Kosovo[1], Monténégro, Serbie, "l'ex-République yougoslave de Macédoine" et Slovénie.

Les discussions permettront de dégager les grands enjeux et les solutions possibles pour encourager un comportement éthique dans l'administration locale, et pour lutter contre la corruption.

La conférence – **qui est ouverte à la presse** – débutera officiellement le jeudi 3 juin à 9 heures, avec les déclarations des personnalités suivantes :

- Ivan Brajović, ministre de l'Intérieur et de l'Administration publique du Monténégro
- l'Ambassadeur Paraschiva Badescu, Chef de la mission de l'OSCE au Monténégro
- Childerik Schaapveld, Directeur des Institutions démocratiques, Conseil de l'Europe, Strasbourg
- Žarko Pavićević, Président du Conseil de direction de l'Union des municipalités du Monténégro

A la fin de la conférence, le vendredi 4 juin à 13h30, les participants sont censés adopter une série de recommandations pour renforcer la qualité de la gouvernance, en particulier l'éthique et la transparence au niveau local dans toute la région. Une déclaration finale prendra en considération les meilleures pratiques identifiées et formulera des propositions de mesures à prendre.

[1] Toute référence au Kosovo dans le présent document, qu'il s'agisse de son territoire, de ses institutions ou de sa population, doit être entendue dans le plein respect de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, sans préjuger du statut du Kosovo.

Note aux rédactions

Le Conseil de l'Europe et l'OSCE ont mis au point des programmes d'aide aux autorités nationales pour qu'elles améliorent la manière dont elles exercent l'autorité publique, et les services qu'elles offrent aux citoyens. Des programmes spécifiques sur le renforcement de l'éthique et de la transparence dans la sphère publique locale sont mis en œuvre dans plusieurs pays.

La Charte européenne de l'autonomie locale du Conseil de l'Europe, par exemple, énonce les principes sur lesquels repose la démocratie locale. Le Conseil de l'Europe a défini et lancé une Stratégie sur l'innovation et la bonne gouvernance au niveau local, qui mentionne entre autres principes clés l'ouverture et la transparence, un comportement éthique et l'obligation de rendre des comptes.

Le Comité européen sur la démocratie locale et régionale (CDLR) du Conseil de l'Europe a examiné plusieurs questions relatives à l'éthique publique, et a publié un manuel de bonnes pratiques à l'intention du personnel et des responsables élus des collectivités locales, que de nombreux pays ont utilisé et/ou adapté à leur situation nationale.

Le Centre d'Expertise sur la réforme de l'administration locale élabore et met en œuvre une série de programmes et d'outils qui visent à renforcer l'éthique publique au niveau local.

Contact presse du Conseil de l'Europe :
Panos Kakaviatos, +33 390 215 027 ou panos.kakaviatos@coe.int